

No. 54725*

**Luxembourg
and
Uruguay**

Convention on social security between the Grand Duchy of Luxembourg and the Oriental Republic of Uruguay. Luxembourg, 24 September 2012

Entry into force: *1 September 2014, in accordance with article 33*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Luxembourg, 13 October 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Luxembourg
et
Uruguay**

Convention de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République orientale de l'Uruguay. Luxembourg, 24 septembre 2012

Entrée en vigueur : *1^{er} septembre 2014, conformément à l'article 33*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Luxembourg, 13 octobre 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION

DE

SECURITE SOCIALE

ENTRE

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

ET

LA REPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République Orientale de l'Uruguay, ci-après dénommés les Etats contractants, animés du désir de régler les rapports réciproques entre les deux Etats dans le domaine de la sécurité sociale, ont décidé de conclure une convention de sécurité sociale et sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Définitions

1. Pour l'application de la présente convention les termes ci-après ont la signification suivante :

a) « législation » : l'ensemble des dispositions constitutionnelles, législatives et réglementaires afférentes aux branches de la sécurité sociale mentionnées à l'article 2;

b) « autorité compétente » :

en ce qui concerne la République Orientale de l'Uruguay : le Ministère du Travail et de la Sécurité sociale ou l'organisme délégué ;

en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : le ministre ayant dans ses attributions la sécurité sociale ;

c) « organisme de liaison » : l'organisme désigné par l'autorité compétente de chaque Etat contractant afin d'assurer les fonctions de coordination, d'information et d'assistance, pour l'application de la présente convention, auprès des institutions compétentes des deux Etats contractants et des personnes qui relèvent de l'article 3 ;

d) « institution compétente » : l'institution ou l'organisme chargé d'appliquer les législations visées au paragraphe 1 de l'article 2 ;

e) « période d'assurance » : les périodes de cotisation ou périodes d'emploi ou d'activité professionnelle telles qu'elles sont définies ou admises comme périodes d'assurance par la législation sous laquelle elles ont été accomplies ou considérées comme accomplies, ainsi que toutes les périodes reconnues par cette législation comme équivalentes à des périodes d'assurance;

f) « résidence » : le lieu où une personne réside habituellement ;

g) « ressortissant » :

en ce qui concerne la République Orientale de l'Uruguay : les citoyens naturels ou légaux uruguayens conformément à la législation uruguayenne ;

en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg : une personne de nationalité luxembourgeoise ;

h) « enfant » :

en ce qui concerne la République Orientale de l'Uruguay, le terme « enfant » désigne dans un sens large toute personne qui est bénéficiaire d'une prestation familiale conformément à la législation uruguayenne ;

en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, le terme « enfant » est défini d'après la législation luxembourgeoise applicable en matière de prestations familiales ;

i) « prestation »: toute prestation en espèces ou toute pension, y compris toutes les allocations supplémentaires et majorations selon la législation appliquée par chacun des Etats contractants.

2. Les autres termes utilisés dans la présente convention ont la signification qui leur est attribuée en vertu de la législation applicable.

Article 2

Champ d'application matériel

1. La présente convention s'applique

A. pour la République Orientale de l'Uruguay, à la législation relative

- a) aux prestations contributives de la sécurité sociale en ce qui concerne les régimes de retraite et de pension qui couvrent le risque de vieillesse, d'invalidité et de survie, tant ceux qui se basent sur le système de solidarité intergénérationnelle que ceux basés sur le système d'épargne individuelle obligatoire ;
- b) au régime des prestations familiales concernant la subvention de maternité, l'allocation prénatale et les allocations familiales;
- c) uniquement en relation avec l'article 9, aux prestations en espèces ou en nature couvrant les risques maladie et maternité.

B. pour le Grand-Duché de Luxembourg aux législations concernant

- a) l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie ;
- b) les prestations familiales;
- c) l'article 2 du Code de la sécurité sociale pour l'application de l'article 7 de la présente convention;
- d) l'article 25 du Code de la sécurité sociale pour l'application de l'article 19 de la présente convention ;
- e) et par rapport à l'article 9 seulement, l'assurance maladie-maternité, l'assurance accident et les prestations de chômage.

2. La présente convention s'applique également à toutes les lois ou à tous les règlements qui modifient ou complètent les législations énumérées au paragraphe 1 du présent article.

3. La présente convention ne s'applique aux actes législatifs couvrant une branche nouvelle de la sécurité sociale que si un accord intervient à cet effet entre les autorités compétentes des Etats contractants.

4. La présente convention ne s'applique ni aux prestations de l'assistance sociale à caractère non-contributif, ni aux prestations en faveur des victimes de guerre.

Article 3

Champ d'application personnel

Les dispositions de la présente convention sont applicables aux personnes qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un des Etats contractants, aux membres de leur famille et à leurs survivants.

Article 4

Egalité de traitement

Les personnes visées à l'article 3 sont soumises aux obligations et sont admises au bénéfice de la législation de chacun des Etats contractants dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.

Article 5

Exportation des prestations

Les prestations de vieillesse, d'invalidité ou de survie acquises au titre de la législation d'un Etat contractant ne peuvent subir aucune réduction ou modification, ni suspension ou suppression du fait que le bénéficiaire réside ou séjourne sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 6

Clauses de réduction ou de suspension

1. Les clauses de réduction, de suspension ou de suppression des prestations prévues par la législation d'un Etat contractant, en cas de cumul d'une prestation avec d'autres prestations de sécurité sociale ou avec d'autres revenus ou du fait de l'exercice d'une activité professionnelle, sont opposables au bénéficiaire, même s'il s'agit de prestations accordées sous la législation de l'autre Etat contractant ou s'il s'agit de revenus obtenus ou d'une activité professionnelle exercée sur le territoire de l'autre Etat contractant.

2. Toutefois, la pension pour âge avancé prévue par la législation uruguayenne n'est pas considérée comme incompatible avec la perception d'une prestation accordée par l'autre Etat contractant.

Article 7

Admission à l'assurance volontaire continuée

1. Si la législation d'un Etat contractant subordonne l'admission à l'assurance volontaire continuée à la résidence sur le territoire de cet Etat, les personnes qui résident sur le territoire de l'autre Etat contractant sont admises à l'assurance volontaire continuée à condition qu'elles aient été soumises, à un moment quelconque de leur carrière passée, à la législation du premier Etat contractant en qualité de travailleur.

2. Si la législation d'un Etat contractant subordonne l'admission à l'assurance volontaire continuée à l'accomplissement de périodes d'assurance, les périodes d'assurance accomplies sous la législation de cet Etat contractant sont prises en compte, dans la mesure nécessaire, comme s'il s'agissait de périodes d'assurance accomplies sous la législation du premier Etat contractant.

TITRE II

DISPOSITIONS DETERMINANT LA LEGISLATION APPLICABLE

Article 8

Règle générale

La législation applicable est déterminée conformément aux dispositions suivantes :

- a) les travailleurs salariés occupés sur le territoire d'un Etat contractant sont soumis à la législation de cet Etat, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Etat contractant ou si l'employeur qui les occupe a son siège sur le territoire de l'autre Etat contractant ;
- b) les travailleurs non salariés qui exercent leur activité professionnelle sur le territoire d'un Etat contractant sont soumis à la législation de cet Etat, même s'ils résident sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 9

Règles particulières

Le principe posé à l'article 8 comporte les exceptions suivantes :

- a) les travailleurs salariés qui exercent une activité sur le territoire d'un Etat contractant et qui sont détachés par l'employeur, dont ils relèvent normalement, sur le territoire de l'autre Etat contractant afin d'y effectuer un travail pour le compte de leur employeur, demeurent soumis à la législation du premier Etat, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois, que cette personne ne soit pas envoyée en remplacement d'un autre travailleur parvenu au terme de la période de son détachement et qu'au préalable les démarches nécessaires aient été effectuées ;
- b) les personnes qui exercent normalement une activité non salariée sur le territoire d'un Etat contractant et qui effectuent un travail sur le territoire de l'autre Etat contractant, demeurent soumises à la législation du premier Etat contractant, à condition que la durée prévisible de ce travail n'excède pas douze mois et qu'au préalable les démarches nécessaires aient été effectuées ;

c) si la durée visée aux points a) et b) se prolonge au-delà de douze mois, l'autorité compétente du deuxième Etat contractant, ou l'organisme désigné par cette autorité, peut prolonger l'application de la législation du premier Etat contractant pour une nouvelle période de douze mois au plus, à condition que la prolongation soit demandée avant la fin de la première période de douze mois ;

d) les travailleurs salariés au service d'une entreprise de transports aériens ayant son siège sur le territoire de l'un des Etats contractants, et occupés en qualité de personnel navigant, sont soumis à la législation de l'Etat sur le territoire duquel l'entreprise a son siège.

Toutefois, dans le cas où l'entreprise possède sur le territoire de l'autre Etat une succursale ou une représentation permanente, les travailleurs occupés par celle-ci sont soumis à la législation de l'Etat sur le territoire duquel la succursale ou la représentation permanente se trouve ;

e) les gens de mer qui exercent leur activité professionnelle à bord d'un navire battant pavillon d'un Etat contractant sont soumis à la législation de l'Etat contractant sur le territoire duquel ils résident ;

f) les fonctionnaires et le personnel assimilé sont soumis à la législation de l'Etat contractant dont relève l'administration qui les occupe ;

g) les ressortissants d'un Etat contractant envoyés par le Gouvernement de cet Etat contractant sur le territoire de l'autre Etat contractant en qualité de personnel diplomatique ou de fonctionnaire consulaire sont soumis à la législation du premier Etat contractant en application des dispositions de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961 et celles de la convention de Vienne sur les relations consulaires du 24 avril 1963;

h) les dispositions du point a) de l'article 8 sont applicables aux membres du personnel administratif, technique et de service des missions diplomatiques ou des postes consulaires et aux domestiques privés au service d'agents de ces missions ou postes.

Toutefois, ces travailleurs peuvent opter pour l'application de la législation du pays d'envoi lorsqu'ils en sont ressortissants. Cette option doit être exercée dans un délai de trois mois qui commence à courir à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention ou, selon le cas, dans les trois mois suivant la date de commencement du travail sur le territoire de l'Etat contractant où le travailleur exerce son activité.

Article 10

Dérogations

Les autorités compétentes des Etats contractants ou les organismes désignés par celles-ci, peuvent d'un commun accord, établir d'autres exceptions ou modifier celles prévues au présent titre pour certains travailleurs ou catégories de travailleurs.

TITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS

Chapitre premier

PRESTATIONS DE VIEILLESSE, D'INVALIDITE ET DE SURVIE

Section 1 – Dispositions communes

Article 11

Totalisation des périodes d'assurance

Si la législation d'un Etat contractant subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance, l'institution compétente tient compte, en tant que de besoin, des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant, pour autant que ces périodes ne se superposent pas.

Article 12

Totalisation de périodes d'assurance accomplies dans un Etat tiers

Si une personne n'a pas droit à une prestation sur la base des périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux Etats contractants, totalisées comme prévu à l'article 11, le droit à ladite prestation est déterminé en totalisant ces périodes avec les périodes accomplies sous la législation d'un Etat tiers avec lequel les deux Etats contractants sont liés par un accord bi- ou multilatéral de sécurité sociale qui prévoit des règles sur la totalisation des périodes d'assurance.

Article 13

Calcul des pensions

1. Si une personne peut prétendre à une prestation en vertu de la législation de l'un des Etats contractants sans qu'il soit nécessaire de faire application des articles 11 et 12, l'institution compétente calcule, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, la prestation correspondant à la durée totale des périodes d'assurance à prendre en compte en vertu de cette législation.

Cette institution procède aussi au calcul de la prestation qui serait due en application des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

Elle verse à l'intéressé le montant le plus élevé de prestation, calculé conformément à l'une ou l'autre de ces deux méthodes.

2. Si une personne peut prétendre à une prestation, dont le droit n'est ouvert que compte tenu de la totalisation des périodes prévue aux articles 11 et 12, les règles suivantes sont applicables :

- a) l'institution calcule le montant théorique de la prestation à laquelle le requérant pourrait prétendre si toutes les périodes d'assurance accomplies en vertu des législations des deux Etats contractants avaient été accomplies exclusivement sous sa propre législation;
 - b) pour la détermination du montant théorique visé au point a) qui précède, les bases de calcul ne sont établies que compte tenu des périodes d'assurance accomplies sous la législation que l'institution compétente applique ;
 - c) sur la base de ce montant théorique l'institution fixe ensuite le montant effectif de la prestation au prorata de la durée des périodes d'assurance accomplies sous la législation qu'elle applique par rapport à la durée totale des périodes d'assurance accomplies sous les législations des deux Etats contractants. Cette durée totale est plafonnée à la durée maximale éventuellement requise par la législation qu'elle applique pour le bénéfice d'une prestation complète.
3. Si une personne ne peut prétendre à une prestation que compte tenu des dispositions de l'article 12, les périodes d'assurance accomplies sous la législation d'un Etat tiers sont prises en considération pour l'application du paragraphe qui précède.

Article 14

Période d'assurance inférieure à une année

Si l'ensemble des périodes d'assurance accomplies sous la législation de l'un des Etats contractants n'atteignent pas un an, aucune prestation n'est accordée en vertu de ladite législation, à moins qu'elles n'ouvrent droit à elles seules à une prestation au titre de cette législation. Toutefois, ces périodes sont prises en compte par l'autre Etat contractant pour l'application de l'article 11, ainsi que pour l'application des dispositions du paragraphe 2, excepté le point c), de l'article 13.

Article 15

Prolongation de la période de référence

Si la législation d'un Etat contractant subordonne l'ouverture du droit aux prestations à l'accomplissement d'une période d'assurance au cours d'une période déterminée précédant la survenance du risque et dispose que certains faits ou circonstances prolongent cette période (période de référence), ces faits et circonstances produisent le même effet lorsqu'ils surviennent sur le territoire de l'autre Etat contractant.

Article 16

Détermination de l'invalidité

Pour la détermination de la réduction de la capacité de travail aux fins d'octroi des prestations d'invalidité, l'institution compétente de chacun des Etats contractants effectue son évaluation conformément à la législation qu'elle applique.

Section 2 – Dispositions particulières relatives aux prestations luxembourgeoises

Article 17

Période d'assurance suivant la naissance d'un enfant

Si la condition de durée d'assurance préalable à laquelle est subordonnée la mise en compte de la période d'assurance suivant la naissance d'un enfant n'est pas remplie au titre de la seule législation luxembourgeoise, il est tenu compte des périodes d'assurance accomplies par l'intéressé en vertu de la législation uruguayenne. L'application de la disposition qui précède est subordonnée à la condition que l'intéressé ait accomplie en dernier lieu des périodes d'assurance au titre de la législation luxembourgeoise.

Section 3 – Dispositions particulières relatives aux prestations uruguayennes

Article 18

Conditions ouvrant droit aux prestations

1. Si la législation uruguayenne subordonne l'octroi des prestations à la condition que le travailleur soit soumis à cette législation au moment de la réalisation du risque à l'origine de la prestation, cette condition est réputée remplie si, lors de la réalisation de ce risque, le travailleur cotise ou se trouve assuré au Grand-Duché de Luxembourg ou perçoit une prestation luxembourgeoise de la même nature.
2. Si pour la reconnaissance du droit à la prestation, la législation uruguayenne exige que des périodes d'assurance aient été accomplies dans un temps déterminé immédiatement avant l'évènement à l'origine de la prestation, cette condition est réputée remplie si l'intéressé justifie de ces périodes d'assurance au regard de la législation luxembourgeoise dans la période immédiatement antérieure à l'évènement considéré.
3. Si la législation uruguayenne subordonne l'octroi de certaines prestations à la condition que les périodes d'assurance aient été accomplies dans une profession ou une activité déterminée ou un régime spécial ou différentiel, pour avoir droit à ces prestations, seules sont totalisées les périodes d'assurance accomplies au Grand-Duché de Luxembourg dans la même profession, la même activité ou le même régime.

Chapitre deux

PRESTATIONS FAMILIALES

Article 19

Totalisation des périodes d'assurance ou de résidence

1. Si la législation d'un Etat contractant subordonne l'acquisition, le maintien ou le recouvrement du droit aux prestations à l'accomplissement de périodes d'assurance ou de résidence, l'institution compétente tient compte, en tant que de besoin, des périodes d'assurance ou de résidence accomplies sous la législation de l'autre Etat contractant, pour autant que ces périodes ne se superposent pas.

2. Pour l'application du paragraphe 1 du présent article, l'indemnité pécuniaire de maternité prévue à l'article 25 du Code de la sécurité sociale luxembourgeois est assimilée à une prestation familiale au sens du présent chapitre.

Article 20

Droit aux prestations

Les prestations familiales prévues par la législation d'un Etat contractant sont octroyées par l'institution du lieu de résidence de l'enfant, conformément aux dispositions de la législation que cette institution applique et sont à sa charge exclusive.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 21

Mesures d'application de la convention

1. Les autorités compétentes se communiquent toutes informations concernant les mesures prises pour l'application de la présente convention et toutes celles concernant les modifications de leur législation susceptibles d'affecter son application.
2. Les autorités compétentes fixent les modalités d'application de la présente convention dans un arrangement administratif.
3. Les autorités compétentes désignent des organismes de liaison en vue de faciliter l'application de la présente convention.

Article 22

Entraide administrative

1. Pour l'application de la présente convention les autorités et les institutions compétentes se prêtent leurs bons offices comme s'il s'agissait de l'application de leur propre législation. L'entraide administrative de ces autorités et institutions compétentes est gratuite.
2. Pour l'application de la présente convention les autorités et les institutions compétentes des Etats contractants sont habilitées à correspondre directement entre elles, de même qu'avec toute personne intéressée, quelle que soit sa résidence.
3. Les examens médicaux des personnes qui ont leur résidence sur le territoire de l'autre Etat contractant, sont effectués par l'institution du lieu de résidence à la demande et à la charge de l'institution compétente. Les frais des examens médicaux ne sont pas remboursés s'ils sont réalisés dans l'intérêt des institutions des deux Etats contractants.
4. Les modalités du contrôle médical des bénéficiaires de la présente convention sont fixées dans l'arrangement administratif prévu au paragraphe 2 de l'article 21.

Article 23

Langues

1. Les communications adressées, pour l'application de la présente convention, aux autorités ou institutions compétentes des Etats contractants, sont rédigées en français ou en espagnol.
2. Une demande ou un document ne peut pas être rejeté parce qu'il est rédigé dans la langue officielle de l'autre Etat contractant.

Article 24

Exemption de taxes et de l'obligation de légalisation

1. Le bénéfice des exemptions ou réductions de taxes, de timbres, de droits de greffe ou d'enregistrement, prévues par la législation de l'un des Etats contractants pour les pièces ou documents à produire en application de la législation de cet Etat est étendu aux pièces et documents analogues à produire en application de la législation de l'autre Etat ou de la présente convention.
2. Tous actes, documents et pièces quelconques à produire pour l'exécution de la présente convention sont dispensés du visa de légalisation des autorités diplomatiques ou consulaires ainsi que de traduction et d'enregistrement.

Article 25

Délais

Les demandes, déclarations ou recours qui auraient dû être présentés, aux fins de l'application de la législation de l'un des Etats contractants, dans un délai déterminé auprès d'une autorité, institution ou juridiction compétente de cet Etat, sont recevables s'ils sont présentés dans le même délai auprès d'une autorité, institution ou juridiction compétente de l'autre Etat. Dans ce cas, l'autorité, l'institution ou la juridiction compétente ainsi saisie transmet sans retard ces demandes, déclarations ou recours à l'autorité, l'institution ou la juridiction compétente du premier Etat, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités compétentes des deux Etats. La date à laquelle ces demandes, déclarations ou recours ont été introduits auprès d'une instance compétente de l'autre Etat contractant, est considérée comme la date d'introduction auprès de l'instance compétente pour en connaître.

Article 26

Paiement des prestations

1. Les institutions d'un Etat contractant qui en vertu de la présente convention sont débitrices de prestations en espèces au regard des bénéficiaires se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant s'en libèrent valablement dans la monnaie du premier Etat contractant.
2. Sur demande du bénéficiaire, l'institution compétente pour le service des prestations en espèces s'assure que ces prestations sont déposées sur un compte en banque indiqué par le bénéficiaire sur le territoire de l'Etat contractant où cette institution a son siège.

Article 27

Règlement de différends

Tout différend qui pourrait s'élever entre les institutions des Etats contractants concernant l'interprétation ou l'application de la présente convention fera l'objet de négociations directes entre les autorités compétentes.

TITRE V

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 28

Éventualités antérieures à l'entrée en vigueur de la convention

1. La présente convention s'applique également aux éventualités qui se sont réalisées antérieurement à son entrée en vigueur.
2. Toute période d'assurance accomplie sous la législation d'un Etat contractant avant la date d'entrée en vigueur de la présente convention est prise en considération pour la détermination du droit aux prestations s'ouvrant conformément aux dispositions de la présente convention.
3. La présente convention n'ouvre aucun droit au paiement de prestations pour une période antérieure à la date de son entrée en vigueur.

Article 29

Révision des prestations

1. Toute prestation qui n'a pas été accordée ou qui a été suspendue à cause de la nationalité de l'intéressé ou en raison de sa résidence sur le territoire de l'Etat contractant autre que celui où se trouve l'institution débitrice ou pour tout autre obstacle qui a été levé par la présente convention, est, à la demande de l'intéressé, accordée ou rétablie à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, sauf si les droits antérieurement accordés ont donné lieu à un règlement en capital, ou si un remboursement de cotisations a fait perdre tout droit aux prestations.
2. Les droits des intéressés ayant obtenu, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente convention, le paiement d'une prestation, sont révisés à leur demande, compte tenu des dispositions de la présente convention. Ces droits peuvent également être révisés d'office. En aucun cas, une telle révision ne peut avoir pour effet de réduire les droits antérieurs des intéressés.

Article 30

Délais de prescription

1. Si les demandes visées à l'article 29 sont présentées dans un délai de deux ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de la présente convention, les droits ouverts conformément aux dispositions de la présente convention sont acquis à partir de cette date sans que les dispositions prévues par les législations des Etats contractants relatifs à la déchéance ou à la prescription des droits soient opposables aux intéressés.

2. Si les demandes visées à l'article 29 sont présentées après l'expiration d'un délai de deux ans suivant l'entrée en vigueur de la présente convention, les droits qui ne sont déchués ou prescrits, sont acquis à partir de la date de la demande, sous réserve des dispositions plus favorables de la législation d'un Etat contractant.

Article 31

Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacun des Etats contractants par voie diplomatique au plus tard six mois avant l'expiration de l'année civile en cours; dans ce cas elle cessera d'être en vigueur à la fin de cette année.

Article 32

Garantie des droits acquis ou en cours d'acquisition

1. En cas de dénonciation de la présente convention tous les droits acquis en application de ses dispositions seront maintenus.

2. Les droits en cours d'acquisition relatifs aux périodes d'assurance accomplies antérieurement à la date à laquelle la dénonciation prend effet ne s'éteignent pas du fait de la dénonciation; leur maintien est déterminé d'un commun accord pour la période postérieure ou, à défaut d'un tel accord, par la législation qu'applique l'institution concernée.

Article 33

Entrée en vigueur

Les deux Etats contractants se notifient l'accomplissement de leurs procédures constitutionnelles et légales respectives requises pour l'entrée en vigueur de la présente convention. La convention entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit la date de la dernière notification.


FAIT à Luxembourg, le 24 septembre 2012, en double exemplaire, en langues française et espagnole, les deux textes faisant également foi.

Pour le Grand-Duché de Luxembourg



Mars di Bartolomeo
Ministre de la Sécurité sociale

Pour la République Orientale de l'Uruguay



Walter Cancela
Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire

[SPANISH TEXT – TEXTE ESPAGNOL]

CONVENIO

DE

SEGURIDAD SOCIAL

ENTRE

EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO

Y

LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY

El Gran Ducado de Luxemburgo y la República Oriental del Uruguay , en adelante denominados los Estados Contratantes, animados por el deseo de regular las relaciones recíprocas entre los dos Estados en el ámbito de la Seguridad Social, han decidido celebrar un Convenio de Seguridad Social y han acordado las siguientes disposiciones:

TITULO I

DISPOSICIONES GENERALES

Artículo 1

Definiciones

1. A los efectos del presente Convenio, los términos que se establecen a continuación tendrán el siguiente significado:

- a) "Legislación": el conjunto de disposiciones constitucionales, legales y reglamentarias que se refieren a las ramas de la seguridad social previstas en el artículo 2;
- b) "Autoridad Competente":
En lo que respecta a la República Oriental del Uruguay: el Ministerio de Trabajo y Seguridad Social o la Institución Delegada.
En lo que respecta al Gran Ducado de Luxemburgo, el Ministro competente en materia de Seguridad Social;
- c) "Organismo de Enlace": el organismo designado por la Autoridad Competente de cada Estado Contratante con el fin de desempeñar las funciones de coordinación, información y asistencia para la aplicación del presente Convenio, ante las Instituciones Competentes de ambos Estados Contratantes y de las personas comprendidas en el artículo 3;
- d) "Institución Competente": la Institución o el Organismo encargado de aplicar las legislaciones previstas en el numeral 1 del artículo 2;
- e) "Período de Seguro": los períodos de cotización, empleo o actividad laboral, definidos o admitidos como períodos de seguro por la legislación respecto de la cual hubieran sido cumplidos o considerados como cumplidos, así como todos los períodos reconocidos por esa legislación como equivalentes a períodos de seguro;
- f) "Residencia": el lugar en que una persona reside habitualmente;
- g) "Nacionales":
respecto a la República Oriental del Uruguay, los ciudadanos naturales o legales uruguayos;
respecto al Gran Ducado de Luxemburgo, una persona de nacionalidad luxemburguesa;
- h) "Niño":
en lo que respecta a la República Oriental del Uruguay, el término "niño" designa, en sentido amplio, a las personas beneficiarias de asignaciones familiares, conforme a su legislación;
en lo que respecta al Gran Ducado de Luxemburgo, el término "niño" se define según su legislación aplicable en materia de prestaciones familiares;
- i) "Prestación": toda prestación en dinero o toda pensión, inclusive las asignaciones adicionales y los aumentos, según la legislación propia de cada uno de los Estados Contratantes.

2. Los otros términos utilizados en el presente Convenio tienen el significado que les atribuye la legislación aplicable.

Artículo 2

Ámbito de aplicación material

1. El presente Convenio se aplicará:
 - A. en lo que respecta a la República Oriental del Uruguay, a la legislación relativa:
 - a) a las prestaciones contributivas de seguridad social, en materia de regímenes de jubilaciones y pensiones que cubren los riesgos de vejez, invalidez y sobrevivencia, basados tanto en el sistema de solidaridad intergeneracional, como en el sistema de ahorro individual obligatorio;
 - b) al régimen de prestaciones familiares en lo concerniente al subsidio por maternidad, la asignación prenatal y las asignaciones familiares;
 - c) únicamente en relación al artículo 9, a las prestaciones en dinero o en especie que cubren los riesgos de enfermedad y maternidad.
 - B. En lo que respecta al Gran Ducado de Luxemburgo, a la legislación relativa:
 - a) al seguro de pensiones en caso de vejez, invalidez y sobrevivencia;
 - b) a las prestaciones familiares;
 - c) al artículo 2 del Código de la Seguridad Social para la aplicación del artículo 7;
 - d) al artículo 25 del Código de la Seguridad Social, para la aplicación del artículo 19 del presente Convenio;
 - e) y en relación solamente al artículo 9, al seguro de enfermedad y maternidad, al seguro de accidentes y a las prestaciones por desempleo.
2. Asimismo, el presente Convenio se aplicará a todos los actos legislativos o reglamentarios que modifiquen o complementen las legislaciones enumeradas en el inciso 1 del presente artículo.
3. El presente Convenio no se aplicará a los actos legislativos que establezcan una nueva rama de la seguridad social, salvo que se celebre un acuerdo a tal efecto entre las Autoridades Competentes de los Estados Contratantes.
4. El presente Convenio no se aplicará a las prestaciones de asistencia social no contributivas, ni a las prestaciones a favor de las víctimas de guerra.

Artículo 3

Ámbito de aplicación personal

Las disposiciones del presente Convenio serán aplicables a las personas que estén o hayan estado sujetas a la legislación de uno de los Estados Contratantes, a los miembros de su familia y a sus derechohabientes.

Artículo 4

Igualdad de trato

Las personas referidas en el artículo 3, tendrán las obligaciones y gozarán de los derechos previstos en la legislación de cada Estado Contratante, en iguales condiciones que los nacionales de ese Estado.

Artículo 5

Exportación de las prestaciones

Las prestaciones de vejez, invalidez o sobrevivencia adquiridas en virtud de la legislación de uno de los Estados Contratantes no podrán sufrir ninguna reducción, modificación, suspensión o supresión, por el hecho de que el beneficiario resida o se encuentre en el territorio del otro Estado Contratante.

Artículo 6

Cláusulas de reducción o de suspensión

1. Las cláusulas de reducción, suspensión o supresión de las prestaciones previstas por la legislación de un Estado Contratante, en caso de acumulación de una prestación con otras prestaciones de seguridad social o con otros ingresos o por el hecho del ejercicio de una actividad laboral, serán oponibles al beneficiario, incluso si se trata de prestaciones otorgadas bajo la legislación del otro Estado Contratante o si se trata de ingresos obtenidos o de una actividad laboral ejercida en el territorio del otro Estado Contratante.
2. Sin embargo, la jubilación por edad avanzada prevista por la legislación uruguaya, no será considerada por el Estado uruguayo como incompatible con la percepción de una prestación otorgada por el otro Estado Contratante.

Artículo 7

Admisión al seguro voluntario continuado

1. Si la legislación de un Estado Contratante subordina la admisión al seguro voluntario continuado, a la residencia en el territorio de este Estado, las personas que residen en el territorio del otro Estado Contratante serán admitidas al seguro voluntario continuado a condición de que éstas hayan estado sujetas, en cualquier momento de su trayectoria laboral, a la legislación del primer Estado Contratante en calidad de trabajador.
2. Si la legislación de un Estado Contratante subordina la admisión al seguro voluntario continuado, al cumplimiento de períodos de seguro, los períodos de seguro cumplidos bajo la legislación de ese Estado Contratante, serán tomados en cuenta en la medida necesaria, como si se tratara de períodos de seguro cumplidos en virtud de la legislación del primer Estado Contratante.

TITULO II

DISPOSICIONES DETERMINANTES DE LA LEGISLACIÓN APLICABLE

Artículo 8

Regla general

La legislación aplicable se determinará conforme a las siguientes disposiciones:

- a) los trabajadores asalariados ocupados en el territorio de un Estado Contratante estarán sujetos a la legislación de ese Estado, incluso si residen en el territorio del otro Estado Contratante o si el empleador que los ocupa tiene su sede en el territorio del otro Estado Contratante;
- b) los trabajadores no asalariados que ejerzan su actividad laboral en el territorio de un Estado Contratante estarán sujetos a la legislación de ese Estado, incluso si residen en el territorio del otro Estado Contratante.

Artículo 9

Reglas particulares

El principio enunciado en el artículo 8 contempla las siguientes excepciones:

- a) los trabajadores asalariados que ejerzan una actividad en el territorio de un Estado Contratante y sean trasladados por el empleador del cual dependan habitualmente al territorio del otro Estado Contratante, para realizar un trabajo por cuenta de su empleador, continuarán sujetos a la legislación del primer Estado, siempre que: i) la duración prevista de ese trabajo no exceda los doce meses; ii) que esa persona no sea enviada para reemplazar a otra cuyo período de traslado hubiera llegado a su fin; y iii) que previamente al traslado se hayan cumplido los trámites correspondientes;
- b) las personas que ejerzan habitualmente una actividad no asalariada en el territorio de uno de los Estados Contratantes y que realicen un trabajo en el territorio del otro Estado Contratante, continuarán sometidas a la legislación del primer Estado Contratante, siempre que la duración prevista de ese trabajo no exceda los doce meses y que previamente al traslado se hayan cumplido los trámites correspondientes;
- c) si la duración prevista en los incisos a) y b) se prolongara más allá de doce meses, la Autoridad Competente del segundo Estado Contratante o el Organismo designado por esta Autoridad, podrá extender la aplicación de la legislación del primer Estado Contratante por un nuevo período de hasta doce meses, con la condición de que la prórroga sea solicitada antes de la finalización del primer período;
- d) los trabajadores asalariados al servicio de una empresa de transporte aéreo que tenga su sede en el territorio de uno de los Estados Contratantes y que se encuentren ocupados en calidad de tripulantes, estarán sujetos a la legislación del Estado en cuyo territorio se encuentra la sede.

Sin embargo, en caso de que la empresa posea en el territorio del otro Estado una sucursal o representación permanente, los trabajadores ocupados por ella se encontrarán sujetos a la legislación del Estado en cuyo territorio se encuentre la sucursal o la representación permanente;
- e) los tripulantes que ejerzan su actividad laboral a bordo de un buque con bandera de un Estado Contratante, estarán sujetos a la legislación del Estado Contratante del territorio en el cual residan;
- f) los funcionarios y el personal asimilado estarán sometidos a la legislación del Estado Contratante aplicable a la Administración que los ocupa;

g) los nacionales de un Estado Contratante enviados por el Gobierno de ese Estado Contratante al territorio del otro Estado Contratante en calidad de personal diplomático o consular se encontrarán sometidos a la legislación del primer Estado Contratante, según lo dispuesto en la Convención de Viena sobre Relaciones Diplomáticas, del 18 de abril de 1961 y la Convención de Viena sobre Relaciones Consulares, de 24 de abril de 1963;

h) las disposiciones del literal a) del artículo 8 se aplicarán a los miembros del personal administrativo, técnico y de servicio de las misiones diplomáticas o de los puestos consulares y al personal doméstico privado de los agentes de esas misiones o puestos.

Sin embargo, esos trabajadores podrán optar por la aplicación de la legislación del país que los envía, siempre que sean nacionales de ese Estado. Esta opción deberá ejercerse dentro de un plazo de tres meses a partir de la entrada en vigencia del presente Convenio o, según el caso, dentro de los tres meses siguientes a la fecha de iniciación del trabajo en el territorio del Estado Contratante donde el trabajador desarrolla su actividad.

Artículo 10

Excepciones

Las Autoridades Competentes de ambos Estados Contratantes o los Organismos designados por ellas, podrán de común acuerdo establecer otras excepciones o modificar las previstas en el presente Título para algunos trabajadores o categorías de trabajadores.

TITULO III

DISPOSICIONES RELATIVAS A LAS PRESTACIONES

Capítulo I

PRESTACIONES DE VEJEZ, INVALIDEZ Y SOBREVIVENCIA

Sección 1 – Disposiciones comunes

Artículo 11

Totalización de los períodos de seguro

Si la legislación de un Estado Contratante subordina la adquisición, el mantenimiento o la recuperación de los derechos a las prestaciones, al cumplimiento de períodos de seguro, la Institución Competente tendrá en cuenta, de ser necesario, los períodos de seguro cumplidos según la legislación del otro Estado Contratante, siempre que no se superpongan.

Artículo 12

Totalización de periodos de seguro cumplidos en un tercer Estado

Si una persona no tiene derecho a una prestación tomando como base los periodos de seguro cumplidos con arreglo a la legislación de los dos Estados Contratantes, totalizados según lo previsto en el artículo 11, el derecho a la mencionada prestación se determinará totalizando esos periodos con los periodos cumplidos en virtud de la legislación de un tercer Estado con el cual los dos Estados Contratantes tengan Convenio bilateral o multilateral de Seguridad Social que contenga reglas de totalización de los periodos de seguro.

Artículo 13

Cálculo de las prestaciones

1. Si una persona tiene derecho a una prestación en virtud de la legislación de uno de los Estados Contratantes sin necesidad de aplicar los artículos 11 y 12, la Institución Competente calculará, según las disposiciones de su legislación, la prestación que corresponda a la duración total de los periodos de seguro acreditados en virtud de esa legislación.

Esta Institución procederá también al cálculo de la prestación que correspondería por aplicación del numeral 2 del presente artículo.

Se pagará al interesado el monto más elevado que corresponda a la prestación calculada conforme a uno u otro de estos dos métodos.

2. Cuando una persona obtenga el derecho a las prestaciones, exclusivamente teniendo en cuenta la totalización de los periodos previstos en los artículos 11 y 12, se aplicarán las siguientes reglas:

- a) la Institución calculará el monto teórico de la prestación a la cual el solicitante podría acceder si todos los periodos de seguro cumplidos en virtud de la legislación de los dos Estados Contratantes se hubieran cumplido exclusivamente al amparo de su propia legislación;
- b) para la determinación del monto teórico previsto en el literal a) anterior, la Institución Competente que efectúe el cálculo solo tendrá en cuenta los periodos de seguro cumplidos bajo su legislación y conforme a las bases que la misma establezca;
- c) una vez calculado ese monto teórico, la Institución Competente establecerá el monto efectivo de la prestación, a prorrata de la duración de los periodos de seguro cumplidos bajo la legislación que ella aplica, en relación con la duración total de los periodos de seguro cumplidos bajo las legislaciones de los dos Estados Contratantes. Dicha duración total se limitará al máximo periodo de seguro eventualmente requerido por la legislación que se aplique, para obtener la mayor prestación posible.

3. Si una persona sólo puede acceder a una prestación por aplicación del artículo 12, los periodos de seguro cumplidos con arreglo a la legislación de un tercer Estado serán tenidos en cuenta para la aplicación del numeral anterior.

Artículo 14

Período de seguro inferior a un año

Si el conjunto de períodos de seguro cumplidos bajo la legislación de uno de los Estados Contratantes no alcanzare a completar un año, no se servirá ninguna prestación en virtud de la mencionada legislación, a menos que dé derecho por sí misma a una prestación de conformidad con esa legislación. Sin embargo, estos períodos se tomarán en cuenta por el otro Estado Contratante para la aplicación del artículo 11, así como del numeral 2 del artículo 13, excepto el literal c).

Artículo 15

Ampliación del período de referencia

Si la legislación de un Estado Contratante subordina la obtención del derecho a las prestaciones al cumplimiento de un período de seguro dentro de un período determinado, anterior al acontecimiento del riesgo, y dispone que ciertos hechos o circunstancias amplían este período (período de referencia), estos hechos o circunstancias producirán el mismo efecto cuando sobrevengan en el territorio del otro Estado Contratante.

Artículo 16

Determinación de la invalidez

Para la determinación de la disminución del porcentaje de la capacidad laboral, a los efectos del otorgamiento de las prestaciones por invalidez, la Institución Competente de cada uno de los Estados Contratantes efectuará su evaluación conforme con su legislación.

Sección 2 – Disposiciones particulares relativas a las prestaciones luxemburguesas

Artículo 17

Período de seguro siguiente al nacimiento de un niño

Si la condición de duración del seguro previo, de la cual depende el cómputo del período de seguro posterior al nacimiento de un niño, no se cumple exclusivamente según la legislación luxemburguesa, se tendrán en cuenta los períodos de seguro cumplidos por el interesado en virtud de la legislación uruguaya. La aplicación de la disposición precedente estará subordinada a la condición que el interesado haya cumplido en último término períodos de seguro según la legislación luxemburguesa.

Sección 3 – Disposiciones particulares relativas a las prestaciones uruguayas

Artículo 18

Condiciones de acceso al derecho a prestaciones

1. Si la legislación uruguaya subordina el otorgamiento de las prestaciones a la condición de que el trabajador se encuentre sujeto a dicha legislación en el momento de producirse la contingencia que origina el derecho a la prestación, esta condición se considerará cumplida si en dicho momento el trabajador cotiza o se encuentra asegurado en el Gran Ducado de Luxemburgo o recibe una prestación de este último de la misma naturaleza.
2. Si para el reconocimiento del derecho a la prestación, la legislación uruguaya exige que se hayan cumplido períodos de seguro en un tiempo determinado inmediatamente anterior al hecho que lo origina, esta condición se considerará cumplida si el interesado acredita dichos períodos en virtud de la legislación luxemburguesa en el período inmediatamente anterior al hecho considerado.
3. Si la legislación uruguaya subordina el otorgamiento de ciertas prestaciones a la condición de que los períodos de seguro se hayan cumplido en una profesión o una actividad determinada, o en un régimen especial o diferencial, para tener derecho a estas prestaciones, sólo se sumarán los períodos de seguro cumplidos en el Gran Ducado de Luxemburgo en una profesión, actividad o régimen de la misma naturaleza.

Capítulo II

PRESTACIONES FAMILIARES

Artículo 19

Totalización de períodos de seguro o de residencia

1. Si la legislación de un Estado Contratante subordina la adquisición, el mantenimiento o la recuperación del derecho a las prestaciones al cumplimiento de períodos de seguro o de residencia, la Institución Competente tendrá en cuenta, si fuera necesario, los períodos de seguro o de residencia cumplidos bajo la legislación del otro Estado Contratante, siempre que éstos no se superpongan.
2. Para la aplicación del numeral 1 del presente artículo, la indemnización pecuniaria por maternidad prevista en el artículo 25 del Código de Seguridad Social luxemburguesa se asimilará a una prestación familiar en el sentido del presente capítulo.

Artículo 20

Derecho a las prestaciones

Las prestaciones familiares previstas por la legislación de uno de los Estados Contratantes serán otorgadas por la Institución del lugar de residencia del niño, según las disposiciones de la legislación que esta Institución aplica y a su exclusivo cargo.

TITULO IV

DISPOSICIONES DIVERSAS

Artículo 21

Medidas de aplicación del Convenio

1. Las Autoridades Competentes se comunicarán entre sí cualquier información relativa a las medidas tomadas para la aplicación del presente Convenio y todas aquellas relativas a las modificaciones de su legislación, susceptibles de afectar la aplicación del mismo.
2. Las Autoridades Competentes establecerán las modalidades de aplicación del presente Convenio en un Acuerdo Administrativo.
3. Las Autoridades Competentes designarán Organismos de Enlace para facilitar la aplicación del presente Convenio.

Artículo 22

Colaboración administrativa mutua

1. Para la aplicación del presente Convenio, las Autoridades y las Instituciones Competentes se prestarán sus buenos oficios como si se tratara de la aplicación de su propia legislación. La colaboración administrativa mutua por parte de las Autoridades e Instituciones Competentes se hará a título gratuito.
2. Para la aplicación del presente Convenio, las Autoridades e Instituciones Competentes de los Estados Contratantes podrán comunicarse directamente entre sí, así como con toda persona interesada, cualquiera sea su residencia.
3. Los exámenes médicos de las personas que tengan su residencia en el territorio del otro Estado Contratante, serán efectuados por la institución del lugar de residencia, a pedido de la Institución Competente y a su cargo. Los costos de los exámenes médicos no serán reembolsados si se cumplen en interés de las Instituciones de los dos Estados Contratantes.
4. Las modalidades de control médico de los beneficiarios del presente Convenio serán establecidas en el Acuerdo Administrativo previsto en el inciso 2 del artículo 21.

Artículo 23

Idiomas

1. Las comunicaciones relativas a la aplicación del presente Convenio, dirigidas a las Autoridades o Instituciones Competentes de los Estados Contratantes, se redactarán en francés o en español.
2. Una solicitud o un documento no podrá ser rechazado por estar redactado en el idioma oficial del otro Estado Contratante.

Artículo 24

Exención de tasas y de la obligación de legalización

1. El beneficio de las exenciones o reducciones de tasas, timbres o derechos de escrituras o de registro, previstos por la legislación de uno de los Estados Contratantes para los comprobantes o documentos que deban presentarse en virtud de la legislación de este Estado se hará extensivo a los comprobantes o documentos análogos que deban presentarse en virtud de la legislación del otro Estado o del presente Convenio.
2. Cualquier acta, documento o comprobante que deba presentarse para la aplicación del presente Convenio, será exonerado de las obligaciones de legalización requeridas por las autoridades diplomáticas o consulares, así como de traducción y registro.

Artículo 25

Plazos

Las solicitudes, declaraciones o recursos que deban presentarse a los efectos de la aplicación de la legislación de uno de los Estados Contratantes, dentro de un plazo determinado, ante una Autoridad, Institución o Jurisdicción Competente de ese Estado, se considerarán como si fueran presentados dentro del mismo plazo ante una Autoridad, Institución o Jurisdicción Competente del otro Estado. En este caso, la Autoridad, Institución o Jurisdicción competente de este Estado, transmitirá sin demora estas demandas, declaraciones o recursos a la Autoridad, Institución o Jurisdicción competente del primer Estado, directamente o por intermedio de las Autoridades Competentes de los dos Estados. La fecha en la cual esas solicitudes, declaraciones o recursos hayan sido presentados ante una instancia del otro Estado Contratante, será considerada como la fecha de introducción ante la instancia competente para conocer en el asunto.

Artículo 26

Pago de las prestaciones

1. Las Instituciones de un Estado Contratante que en virtud del presente Convenio sean deudoras de prestaciones en dinero a los beneficiarios que se encuentren en el territorio del otro Estado Contratante, cumplirán válidamente si el pago de las mismas se realiza en la moneda del primer Estado Contratante.
2. A pedido del beneficiario, la Institución Competente que deba pagar prestaciones en dinero se asegurará de que estas prestaciones se depositen en la cuenta bancaria que indique el beneficiario en el territorio del Estado Contratante donde esa Institución tenga su sede.

Artículo 27

Solución de controversias

Toda controversia que pudiera surgir entre las Instituciones de los Estados Contratantes en relación con la interpretación o la aplicación del presente Convenio será objeto de negociaciones directas entre las Autoridades Competentes.

TITULO V

DISPOSICIONES TRANSITORIAS Y FINALES

Artículo 28

Contingencias anteriores a la entrada en vigor del Convenio

1. El presente Convenio se aplicará igualmente a las contingencias verificadas con anterioridad a su entrada en vigor.
2. Todo período de seguro cumplido bajo la legislación de un Estado Contratante antes de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio, será tomado en consideración para la determinación del derecho a las prestaciones según sus disposiciones.
3. El presente Convenio no otorga ningún derecho al pago de prestaciones por períodos anteriores a la fecha de su entrada en vigor.

Artículo 29

Revisión de las prestaciones

1. Toda prestación que no hubiere sido otorgada o que hubiere sido suspendida por causa de la nacionalidad del interesado o en razón de su residencia en el territorio de un Estado Contratante distinto de donde se encuentre la Institución deudora o por cualquier otro obstáculo que hubiere sido resuelto por el presente Convenio, será, previa solicitud del interesado, otorgada o restablecida a partir de la entrada en vigor del presente Convenio, salvo que los derechos anteriormente reconocidos hayan dado lugar al pago de un capital en dinero o si un reembolso de cotizaciones haya hecho perder todo derecho a estas prestaciones.
2. Los derechos de los interesados que hayan obtenido el pago de una prestación con anterioridad a la entrada en vigor del presente Convenio, serán revisados, a pedido de los interesados, teniendo en cuenta las disposiciones del presente Convenio. Esos derechos podrán igualmente ser revisados de oficio. En ningún caso, tal revisión podrá reducir los derechos anteriores de los interesados.

Artículo 30

Plazos de prescripción

1. Si las solicitudes previstas en el artículo 29 fueren presentadas en un plazo de dos años a partir de la fecha de su entrada en vigor, los derechos derivados de las disposiciones del presente Convenio se adquirirán a partir de esta fecha, sin que las disposiciones previstas por las legislaciones de los Estados Contratantes relativas a la caducidad o prescripción de los derechos sean oponibles a los interesados.
2. Si las solicitudes previstas por el artículo 29 fueren presentadas luego de la expiración del plazo de dos años siguientes a la entrada en vigor del presente Convenio, los derechos que no hubieren caducado o prescrito serán adquiridos a partir de la fecha de la solicitud, sin perjuicio de las disposiciones más favorables de la legislación de uno de los Estados Contratantes.

Artículo 31

Duración del Convenio

El presente Convenio se celebra por un plazo indeterminado y podrá ser denunciado por cualquiera de los Estados Contratantes por vía diplomática, en un plazo máximo de seis meses previos a la finalización del año civil en curso; en tal caso, el Convenio cesará su vigencia al finalizar ese año.

Artículo 32

Garantía de los derechos adquiridos o en curso de adquisición

1. En caso de denuncia del presente Convenio, se mantendrán todos los derechos adquiridos en aplicación de sus disposiciones.
2. Los derechos en curso de adquisición relativos a los períodos de seguro cumplidos con anterioridad a la fecha en la cual la denuncia se haga efectiva no se extinguirán por el hecho de la denuncia; su mantenimiento se determinará de común acuerdo, en lo que respecta a los períodos posteriores a la denuncia y, en ausencia de acuerdo, por la legislación aplicable por la Institución que corresponda.

Artículo 33

Entrada en vigor

Los dos Estados Contratantes se notificarán el cumplimiento de sus procedimientos constitucionales y legales respectivos necesarios para la entrada en vigor del presente Convenio. El Convenio entrará en vigor el primer día del tercer mes siguiente a la fecha de la última notificación.

EN FE DE LO CUAL, los abajo firmantes, debidamente autorizados por sus Gobiernos respectivos, suscriben el presente Convenio.

HECHO en Luxemburgo, el 24 septiembre de 2012 en dos ejemplares originales, en idiomas francés y español, siendo los dos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno del
Gran Ducado de Luxemburgo



Mars di Bartolomeo
Ministro de Seguridad Social

Por el Gobierno de la
República Oriental del Uruguay



Walter Cancela
Embajador extraordinario y plenipotenciario

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT ON SOCIAL SECURITY BETWEEN THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG AND THE EASTERN REPUBLIC OF URUGUAY

The Grand Duchy of Luxembourg and the Eastern Republic of Uruguay, hereinafter “the Contracting States”, being desirous of regulating relations between the two States in the field of social security, have decided to conclude an agreement on social security and have agreed as follows:

Part I. General provisions

Article 1. Definitions

1. For the purposes of this Agreement:

(a) “Laws” means all constitutional, legislative and regulatory provisions relating to the social security branches referred to in article 2;

(b) “Competent authority” means:

In relation to the Eastern Republic of Uruguay, the Ministry of Labour and Social Security or a delegated agency;

In relation to the Grand Duchy of Luxembourg, the minister having social security among his or her responsibilities;

(c) “Liaison agency” means the agency designated by the competent authority of each Contracting State to be responsible for coordination and the provision of information and assistance, for the application of this Agreement, to the competent agencies of the two Contracting States and the persons covered by article 3;

(d) “Competent agency” means the agency or body responsible for applying the laws referred to in article 2, paragraph 1;

(e) “Periods of coverage” means periods of contributions, employment or self-employment which are defined or recognized as periods of coverage by the laws under which they were completed or are deemed to have been completed, and all periods recognized by those laws as equivalent to periods of coverage;

(f) “Residence” means the place where a person habitually resides;

(g) “National” means:

In relation to the Eastern Republic of Uruguay, natural or legal citizens of Uruguay in accordance with the laws of Uruguay;

In relation to the Grand Duchy of Luxembourg, a person of Luxembourg nationality;

(h) “Child” means:

In relation to the Eastern Republic of Uruguay, in a broad sense, any person in receipt of a family benefit in accordance with the laws of Uruguay;

In relation to the Grand Duchy of Luxembourg, a child as defined in the laws of Luxembourg concerning family benefits;

(i) “Benefit” means any benefit in cash or any pension, including any supplements or increases applied by each of the Contracting States.

2. The other terms used in this Agreement have the meanings assigned to them by the applicable laws.

Article 2. Material scope

1. This Agreement shall apply:

A. In relation to the Eastern Republic of Uruguay, to the laws concerning:

(a) Contributory social security benefits (old-age, disability and survivors' pensions), both those based on the system of intergenerational solidarity and those based on the system of mandatory individual savings;

(b) The family benefits scheme (maternity, prenatal and family allowances);

(c) Solely as regards article 9, sickness and maternity benefits in cash or in kind.

B. In relation to the Grand Duchy of Luxembourg, to the laws concerning:

(a) Old-age, invalidity and survivors' pension insurance;

(b) Family benefits;

(c) Article 2 of the Social Security Code for the application of article 7 of this Agreement;

(d) Article 25 of the Social Security Code for the application of article 19 of this Agreement;

(e) Solely as regards article 9, sickness and maternity insurance, accident insurance and unemployment benefits.

2. This Agreement shall also apply to all laws or regulations which amend or supplement the laws listed in paragraph 1 of this article.

3. This Agreement shall not apply to legislative instruments covering a new branch of social security, unless an agreement is made to that effect between the competent authorities of the Contracting States.

4. This Agreement shall not apply to non-contributory social welfare benefits or benefits for victims of war.

Article 3. Personal scope

This Agreement shall apply to persons who are or have been subject to the laws of one of the Contracting States and to their family members and survivors.

Article 4. Equal treatment

The persons referred to in article 3 shall enjoy the same rights and be subject to the same obligations under the laws of each of the Contracting States as nationals of that State.

Article 5. Export of benefits

Old-age, invalidity and survivors' benefits acquired under the laws of one Contracting State may not be reduced, modified, suspended or terminated because the beneficiary is residing or staying in the territory of the other Contracting State.

Article 6. Reduction or suspension clauses

1. If a benefit overlaps with other social security benefits or with other income or with the pursuit of an occupation, the benefit reduction, suspension or termination clauses contained in the laws of one Contracting State shall be applicable to the beneficiary even in the case of benefits payable under the laws of the other Contracting State or of income obtained or the pursuit of an occupation in the territory of the other Contracting State.

2. However, the old-age pension provided for in the laws of Uruguay shall not be deemed incompatible with the receipt of a benefit paid by the other Contracting State.

Article 7. Eligibility for voluntary continuing insurance

1. Where the laws of one Contracting State make eligibility for voluntary continuing insurance conditional on residence in the territory of that State, persons residing in the territory of the other Contracting State shall be eligible for voluntary continuing insurance provided that they have been subject, at some point in their careers, to the laws of the first Contracting State as employed persons.

2. Where the laws of one Contracting State make eligibility for voluntary continuing insurance conditional on the completion of periods of coverage, periods of coverage completed under the laws of that Contracting State shall be taken into account, to the extent necessary, as if they had been completed under the laws of the first Contracting State.

Part II. Provisions determining the applicable laws

Article 8. General rules

The applicable laws shall be determined according to the following provisions:

(a) Persons who are employed in the territory of one Contracting State shall be subject to the laws of that State, even if they reside in the territory of the other Contracting State or if their employer has its registered office in the territory of the other Contracting State;

(b) Self-employed persons working in the territory of one Contracting State shall be subject to the laws of that State, even if they reside in the territory of the other Contracting State.

Article 9. Specific rules

The principle established in article 8 shall be subject to the following exceptions:

(a) Persons who are employed in the territory of one Contracting State and who are assigned by their normal employer to the territory of the other Contracting State in order to

perform work there on behalf of that employer shall continue to be subject to the laws of the first State, provided that the anticipated duration of the work does not exceed 12 months, that the person has not been sent to replace another employee who has reached the end of his or her period of assignment and that the necessary arrangements have been made in advance;

(b) Persons who are normally self-employed in the territory of one Contracting State and who perform work in the territory of the other Contracting State shall continue to be subject to the laws of the first Contracting State, provided that the anticipated duration of the work does not exceed 12 months and that the necessary arrangements have been made in advance;

(c) If the work referred to in subparagraphs (a) and (b) continues for longer than 12 months, the competent authority of the second Contracting State, or the agency designated by that authority, may extend the application of the laws of the first Contracting State for a further period of not more than 12 months, provided that the extension is requested before the end of the first period of 12 months;

(d) Employed persons who work for an air transport enterprise having its registered office in the territory of one of the Contracting States and who are members of the flight crew shall be subject to the laws of the State in whose territory the company has its registered office.

However, if the enterprise has a branch or permanent office in the territory of the other Contracting State, the persons employed by such branch or office shall be subject to the laws of the Contracting State in whose territory it is located;

(e) Persons working on board a vessel flying the flag of a Contracting State shall be subject to the laws of the Contracting State in whose territory they reside;

(f) Civil servants and equivalent personnel shall be subject to the laws of the Contracting State whose administration employs them;

(g) Nationals of one Contracting State who are posted by the Government of that Contracting State to the territory of the other Contracting State as diplomatic personnel or consular officers shall be subject to the laws of the first Contracting State in accordance with the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961 and the Vienna Convention on Consular Relations of 24 April 1963;

(h) The provisions of article 8, subparagraph (a), shall apply to members of the administrative, technical and service personnel of diplomatic missions or consular posts and to persons employed in the private service of officials of such missions or posts.

However, such employees may opt for the application of the laws of the sending country if they are nationals of that country. This option must be exercised within three months of the date of the entry into force of this Agreement or within three months of the date of the entry on duty of the employee in the territory of the Contracting State where he or she works.

Article 10. Exceptions

The competent authorities of the Contracting States or the agencies designated by them may, by mutual agreement, establish other exceptions or amend those provided for in this part for certain workers or categories of worker.

Part III. Provisions concerning benefits

CHAPTER 1. OLD-AGE, INVALIDITY AND SURVIVORS' BENEFITS

Section 1. Common provisions

Article 11. Aggregation of periods of coverage

Where the laws of one Contracting State make the acquisition, retention or recovery of entitlement to benefits conditional on the completion of periods of coverage, the competent agency shall take into account, to the extent necessary, periods of coverage completed under the laws of the other Contracting State, provided that such periods do not overlap.

Article 12. Aggregation of periods of coverage completed in a third State

Where a person is not entitled to a benefit based on the periods of coverage completed under the laws of the two Contracting States, aggregated as provided for in article 11, entitlement to the said benefit shall be determined by aggregating those periods with periods completed under the laws of a third State with which both Contracting States have concluded a bilateral or multilateral social security agreement establishing rules on the aggregation of periods of coverage.

Article 13. Calculation of pensions

1. Where a person may claim a benefit under the laws of one of the Contracting States without the need to apply articles 11 and 12, the competent agency shall calculate, in accordance with the laws it applies, the benefit corresponding to the total duration of the periods of coverage to be taken into account under those laws.

That agency shall also calculate the benefit which would be payable if the provisions of paragraph 2 of this article were applied.

It shall pay to the person concerned the higher amount of the benefit calculated in accordance with the two methods.

2. Where a person may claim a benefit, entitlement to which is acquired only by aggregating periods as provided for in articles 11 and 12, the following rules shall apply:

(a) The agency shall calculate the theoretical amount of the benefit which the applicant could claim if all the periods of coverage completed under the laws of the two Contracting States had been completed solely under its own laws;

(b) To determine the theoretical amount referred to in subparagraph (a) above, the bases for the calculation shall be established taking into account only the periods of coverage completed under the laws which the competent agency applies;

(c) On the basis of this theoretical amount, the agency shall then establish the actual amount of the benefit, prorated according to the ratio of the duration of the periods of coverage completed under the laws it applies to the total duration of the periods of coverage completed under the laws of the two Contracting States. That total duration shall not exceed the maximum period required by the laws which the agency applies for the receipt of full benefit.

3. If a person can claim a benefit only by applying the provisions of article 12 of this Agreement, periods of coverage completed under the laws of a third State shall be taken into account in applying the preceding paragraph.

Article 14. Period of coverage of less than one year

Where the periods of coverage completed under the laws of one of the Contracting States amount to less than one year, no benefit shall be granted under those laws, unless those periods alone establish an entitlement to a benefit under those laws. However, those periods shall be taken into account by the other Contracting State for the application of article 11, as well as for the application of the provisions of article 13, paragraph 2, with the exception of subparagraph (c).

Article 15. Extension of the reference period

If the laws of one Contracting State make the establishment of an entitlement to benefits conditional on the completion of a period of coverage during a specified period prior to the occurrence of the risk and provide that certain facts or circumstances may prolong that period (the reference period), these facts or circumstances shall produce the same effect if they occur in the territory of the other Contracting State.

Article 16. Determination of invalidity

In determining the reduction in the ability to work for the purpose of granting invalidity benefits, the competent agency of each Contracting State shall carry out its evaluation in accordance with the laws it applies.

Section 2. Specific provisions relating to Luxembourg benefits

Article 17. Period of coverage following the birth of a child

Where a person does meet, solely under the laws of Luxembourg, the requirement regarding duration of prior coverage, on which acceptance of the period of coverage following the birth of a child is conditional, periods of coverage completed by the person concerned under the laws of Uruguay shall be taken into account. The application of the foregoing provision shall be conditional on the requirement that the person concerned completed periods of coverage under the laws of Luxembourg immediately preceding the birth of the child.

Section 3. Specific provisions relating to Uruguayan benefits

Article 18. Conditions for entitlement to benefits

1. Where the laws of Uruguay make the granting of benefits conditional on the requirement that the worker is subject to those laws at the time of the materialization of the risk giving rise to

the benefit, that condition shall be deemed to have been met if, when the risk materializes, the worker is making contributions or is insured in the Grand Duchy of Luxembourg, or is in receipt of a similar Luxembourg benefit.

2. Where, in order for entitlement to a benefit to be recognized, the laws of Uruguay require periods of coverage to have been completed within a specified time immediately preceding the event which gives rise to the benefit, that condition shall be deemed to have been met if the person concerned has completed those periods of coverage under the laws of Luxembourg in the period immediately preceding the relevant event.

3. Where the laws of Uruguay make the granting of certain benefits conditional on the completion of periods of coverage in a specific profession or occupation or under a special or differentiated scheme, only periods of coverage completed in the Grand Duchy of Luxembourg in the same profession or occupation or under the same scheme shall be aggregated in order to establish an entitlement to such benefits.

CHAPTER 2. FAMILY BENEFITS

Article 19. Aggregation of periods of coverage or residence

1. Where the laws of one Contracting State make the acquisition, retention or recovery of entitlement to benefits conditional on the completion of periods of coverage or residence, the competent agency shall take into account, to the extent necessary, periods of coverage or residence completed under the laws of the other Contracting State, provided that such periods do not overlap.

2. For the application of paragraph 1 of this article, the cash maternity allowance provided for in article 25 of the Luxembourg Social Security Code shall be regarded as equivalent to family benefit within the meaning of this chapter.

Article 20. Entitlement to benefits

The family benefits provided for in the laws of a Contracting State shall be paid by the agency in the child's place of residence, in accordance with the laws which that agency applies and at its expense.

Part IV. Miscellaneous provisions

Article 21. Measures for the application of the Agreement

1. The competent authorities shall communicate to each other all information about the measures taken for the application of this Agreement or about changes in their laws insofar as those changes affect the application of this Agreement.

2. The competent authorities shall establish the terms and conditions for the application of this Agreement in an administrative arrangement.

3. The competent authorities shall designate liaison agencies in order to facilitate the application of this Agreement.

Article 22. Mutual administrative assistance

1. For the application of this Agreement, the competent authorities and agencies shall assist each other as they would for the purposes of applying their own laws. The administrative assistance provided by those authorities and agencies to one another shall be free of charge.

2. For the application of this Agreement, the competent authorities and agencies of the Contracting States may communicate directly with each other, as well as with any person concerned, regardless of the residence of such person.

3. Medical examinations of persons who reside in the territory of the other Contracting State shall be conducted by the agency in the place of residence at the request of the competent agency, which shall bear the costs incurred. The cost of medical examinations shall not be reimbursed if they are in the interest of the agencies of both Contracting States.

4. The terms and conditions for medical reviews in respect of beneficiaries of this Agreement shall be established in the administrative arrangement provided for in article 21, paragraph 2.

Article 23. Languages

1. For the application of this Agreement, communications addressed to the competent authorities or agencies of the Contracting States shall be written in French or Spanish.

2. No claim or document may be rejected on the grounds that it is written in the official language of the other Contracting State.

Article 24. Exemption from taxes and from requirements for authentication

1. Any exemption from or reduction of taxes, stamp duties, court fees or registration fees provided for in the laws of one of the Contracting States in respect of papers or documents to be presented pursuant to the laws of that State shall be extended to similar papers and documents to be presented pursuant to the laws of the other State or this Agreement.

2. All instruments, documents and papers to be presented for the application of this Agreement shall be exempt from requirements for authentication by diplomatic or consular authorities, as well as translation and registration.

Article 25. Prescribed periods

Claims, notices or appeals which, pursuant to the laws of one of the Contracting States, are to be submitted within a prescribed period to a competent authority, agency or court of that State shall be deemed to have been submitted to that authority, agency or court if they are submitted within the same period to a competent authority, agency or court of the other State. In such case, the competent authority, agency or court to which the claim, notice or appeal is submitted shall transmit it without delay to the competent authority, agency or court of the first State, either directly or through the competent authorities of the two States. The date on which these claims,

notices or appeals have been submitted to a competent entity of the second Contracting State shall be considered to be the date of submission to the entity authorized to accept such claims, notices or appeals.

Article 26. Payment of benefits

1. The agencies of a Contracting State which, pursuant to this Agreement, are to pay benefits in cash to beneficiaries in the territory of the other Contracting State may discharge that liability in the currency of the first Contracting State.

2. At the request of the beneficiary, the competent agency for the payment of benefits in cash shall ensure that those benefits are deposited into a bank account designated by the beneficiary in the territory of the Contracting State where that agency has its main office.

Article 27. Settlement of disputes

Any dispute that may arise between the agencies of the Contracting States relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled through direct negotiations between the competent authorities.

Part V. Transitional and final provisions

Article 28. Events prior to the entry into force of the Agreement

1. This Agreement shall also apply to events that occurred prior to its entry into force.

2. Any period of coverage completed under the laws of a Contracting State prior to the date of the entry into force of this Agreement shall be taken into account in determining a benefit entitlement arising from the provisions of this Agreement.

3. This Agreement shall not establish any entitlement to payment of benefits for periods prior to the date of its entry into force.

Article 29. Review of benefits

1. Any benefit which has not been paid or has been suspended by reason of the nationality of the person concerned or because that person resides in the territory of the Contracting State other than the one where the agency paying the benefit is located or on account of any other obstacle which has been removed by this Agreement shall be paid or reinstated at the request of the person concerned as from the entry into force of this Agreement, except where the claims have been settled previously through payment of a lump sum or where reimbursement of contributions has resulted in the loss of any entitlement to benefits.

2. The entitlements of persons who, prior to the entry into force of this Agreement, obtained the payment of a benefit shall be reviewed at the request of those persons, in accordance with the provisions of this Agreement. Those entitlements may also be reviewed without such request. In no case shall such a review have the effect of reducing the amount of a benefit already calculated for such persons.

Article 30. Time limits

1. If the request referred to in article 29 is submitted within two years of the date of the entry into force of this Agreement, any entitlement arising from the provisions of this Agreement shall be effective from that date, and the laws of either Contracting State concerning the forfeiture or the prescription of entitlements shall not be applicable to the persons concerned.

2. If the request referred to in article 29 is submitted after the expiry of a period of two years from the entry into force of this Agreement, entitlements that are not subject to forfeiture or prescription shall be payable as from the date of the request, unless the laws of a Contracting State provide for more favourable treatment.

Article 31. Duration of the Agreement

This Agreement is concluded for an indefinite period. Either Contracting State may denounce it through the diplomatic channel no later than six months prior to the end of the calendar year in question; in such case, it will cease to apply on the last day of that year.

Article 32. Protection of entitlements that have been acquired or are in the process of being acquired

1. In the event of termination of this Agreement, all entitlements acquired in accordance with its provisions shall be retained.

2. Entitlements in the process of being acquired which relate to periods of coverage completed prior to the date on which the termination takes effect shall not be extinguished on account of the termination; their retention during the subsequent period shall be determined by mutual agreement or, in the absence of such agreement, by the laws applied by the competent agency.

Article 33. Entry into force

The two Contracting States shall notify each other of the fulfilment of their respective constitutional and legal requirements for the entry into force of this Agreement. The Agreement shall enter into force on the first day of the third month following the date of the later notification.

DONE at Luxembourg on 24 September 2012, in two original copies, each in the French and Spanish languages, both texts being equally authentic.

For the Grand Duchy of Luxembourg:

MARS DI BARTOLOMEO

Minister of Social Security

For the Eastern Republic of Uruguay:

WALTER CANCELA

Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary

